

Le «jardin de résistance» créé à Melle en 2007 par Gilles Clément est le premier d'une série de jardins de la diversité, du partage, de la connaissance.

Entretien Jean-Luc Terradillos Photo Sachiko Morita

Jardins de l'intelligence

Gilles Clément a réalisé son premier «jardin de résistance» à Melle en 2007, à l'invitation de la Biennale internationale d'art contemporain. Ce jardin d'eau et d'orties a été conçu après le vote de la loi d'orientation agricole (juillet 2006) qui interdisait la commercialisation, la circulation et même l'évocation de produits phytosanitaires non homologués comme le purin d'orties. Un produit gratuit et bio que les jardiniers fabriquent pour renforcer l'immunité des plantes et éviter les traitements et les pesticides. Notons que, désormais, les jardiniers de la ville de Melle distribuent le purin d'orties le jour du marché.

L'Actualité. – Depuis Melle en 2007, quels sont les autres «jardins de résistance» ?

Gilles Clément. – Les autres jardins de résistance ne sont pas forcément de mon fait. Ils sont réalisés par des gens partageant les idées que je développe, qui sont des tentatives d'échapper à un système qui détruit. Ces gens-là organisent des jardins communautaires, des jardins partagés, des jardins familiaux, principalement pour de la production vivrière. Ils sont conscients que le jardinier est responsable du vivant. C'est pourquoi le jardin de résistance, par sa régie, est un projet politique en soi. C'est une tentative de réponse à la ques-

Gilles Clément a publié récemment *Le Salon des berces* (Nil, 2009), *Toujours la vie invente. Réflexions d'un écologiste humaniste* (L'aube, 2008), *Manifeste du Tiers paysage* (Sujet/Objet, 2004).

Gilles Clément intervient à La Rochelle, sur l'esplanade du Technoforum : 4 ha de gazon transformés en un lieu de la diversité herbacée, du type prairie fleurie, avec un protocole de gestion différenciée expérimentale mise au point par Miguel Georgieff (Coloco).

Voir également le Jardin du Tiers paysage sur le toit de la base sous-marine de Saint-Nazaire (Estuaire).

tion : comment exploiter la diversité sans la détruire ? Ce positionnement politique est parfois affiché, comme au jardin d'insertion de Brantôme, en Dordogne. La gestion écologique est désormais intégrée, maintenant on est passé à un stade *autre* qui est : comment fait-on pour vivre demain ?

Cette gestion écologique suit-elle le principe que vous énoncez pour le «jardin en mouvement» : «Faire le plus possible avec, le moins possible contre les énergies en place» ?

Oui. C'est également utiliser des produits précautionneux, comme le purin d'ortie ou de consoude mais aussi des techniques de paillage, de non-désherbage, de cultures «amicales» entre espèces, etc. qui viennent d'expériences très lointaines dans l'histoire du jardinage et qui sont aujourd'hui publiées. Cette dynamique parallèle, fondée sur l'observation, sur l'attention, sur la compréhension des mécanismes, s'oppose à la dynamique du marché qui répond à une autre logique qui n'exige pas de comprendre : il faut acheter des produits qui tuent ou qui engraisent.

Les jardins de résistance sont aussi des jardins de l'intelligence car on est obligé de comprendre ce que l'on fait. On ne peut pas prendre une décision qui viendrait de la lecture d'une recette figurant au dos d'un produit. L'investissement n'est ni léger ni négligeable, c'est celui de la connaissance. On apprend des choses de plus en plus complexes et on comprend de mieux en mieux. Evidemment, cela n'intéresse pas les grandes firmes qui tiennent les monopoles de tous ces produits destinés à réduire en esclavage les populations exploitantes. Leur apporter la connaissance sur le vivant les mettrait en disposition de comprendre des choses qui iraient à l'encontre de ce qu'on les oblige à faire. Ceux qu'on

appelait les paysans, qui sont devenus des exploitants aujourd'hui, ignorent cette nature puisqu'ils vont contre, ils la tuent. Par exemple, dans la Creuse, un programme de remembrement de 2 500 ha prévoit d'arracher 42,8 km de haies pour en replanter seulement 7 km ! Un projet obsolète, avec vingt ans de retard. Une telle inconséquence est encore possible.

Comment transmettre cette connaissance ?

Dans mon gouvernement idéal, le premier des ministères ne serait pas celui de l'économie mais celui de la connaissance. Ensuite viendraient des ministères importants, comme la santé, le logement, le transport... et en dernier un ministère de l'économie qui serait plié aux autres pour leur permettre de fonctionner. Tout en répondant à un vrai projet politique qui, pour l'instant, n'existe pas ni ici ni ailleurs dans le monde.

Mais les gens sont quand même conscients de ce déficit. Ils réclament... Par exemple, dans des jardins aussi botaniques que celui du Rayol, dans le Midi de la France, les plantes ne sont pas étiquetées parce que nous voulons montrer des paysages. Néanmoins l'information est donnée dans des expositions, des visites guidées. Eh bien, les gens demandent le nom des plantes, et en latin parce qu'ils ne veulent pas se tromper. Ils ont envie de connaître et de comprendre.

D'autre part, il faut souligner que les associations jouent un rôle fondamental en France et sans précédent.

Dans les lycées agricoles, où je suis invité de plus en plus souvent, les enseignants et les étudiants me posent des questions intelligentes démontrant qu'ils ont compris les enjeux. Le seul problème c'est le programme. Par exemple, l'année dernière au bac pro, on leur demandait de faire une prairie naturelle en commençant par passer du glyphosate, c'est-à-dire en tuant tout ce qui existait déjà ! Heureusement des enseignants sont montés au créneau pour dire : vous n'avez pas le droit de leur demander ça ! On ne va tout de même pas former des étudiants schizophrènes ! Il faut changer les programmes. J'encourage enseignants et étudiants à dire au ministère : stop ! Si ça ne vient pas de la base, rien de changera.

Pourquoi critiquez-vous les programmes d'éradication des plantes dites «invasives» ?

C'est comme si on voulait reconduire à la frontière des espèces qui n'ont pas le droit d'être chez nous. C'est fermer les yeux sur les causes de l'expansion de ces espèces. Elles vont là où les sols et les milieux aquatiques ont été profondément traumatisés, sachant d'autre part que nous sommes en plein changement climatique. Beaucoup trop d'intrants ont été mis dans le sol, qui se retrouvent dans les eaux, de sorte que les plantes frugales meurent d'overdose et laissent la place aux autres.



Il faudrait plutôt réviser la totalité de l'exploitation du sol sur tous les bassins versants. Alors, dans dix, vingt ou trente ans – c'est très long –, on verra par exemple que la jussie aura régressé, que des espèces seront revenues, et ainsi de suite. Tout est en dynamique perpétuelle.

Etes-vous catastrophiste ?

Pour l'humanité, je ne suis pas très optimiste. Je le suis plus pour la planète et les autres êtres vivants. Les humains ont une intelligence biologique qui a décliné énormément au profit d'une intelligence cérébrale et spéculative qui risque de détruire l'espèce humaine. Mais le bon sens peut revenir. Nous sommes dans une phase d'extrême maladresse de l'humanité. Si les hommes n'ont jamais cessé de se faire la guerre, l'époque est violente autrement. Elle est violente par la spéculation, par la cupidité, par la destruction d'une partie de l'humanité par une autre, sans se servir des armes mais de l'argent. Elle ne sait pas comment faire autrement pour avancer. ■

Portrait-chaussures de Gilles Clément, photographie de Sachiko Morita pour la Biennale internationale d'art contemporain de Melle.